

Service social

***Femmes et politique*, par Yolande Cohen (éd.), Montréal, Jour, 1981, 227 pages. (« Idéelles »)**

Denise Veillette et Solange Proulx

Personnes âgées, milieux de vie et pratiques
sociales

Volume 34, numéro 1, 1985

URI : id.erudit.org/iderudit/706264ar

DOI : [10.7202/706264ar](https://doi.org/10.7202/706264ar)

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

École de service social de l'Université Laval

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Veillette, D. & Proulx, S. (1985). *Femmes et politique*, par Yolande Cohen (éd.), Montréal, Jour, 1981, 227 pages. (« Idéelles »). *Service social*, 34(1), 191–195.
doi:10.7202/706264ar

Tous droits réservés © Service social, 1985

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>]



Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. www.erudit.org

prison ou encore, si elles étaient assez jeunes et attirantes, chez un ou plusieurs hommes. Celles qui avaient un petit peu d'argent vivaient en chambre dans des sous-sols mal chauffés et pleins de vermine. Une certaine proportion de femmes sans foyer se droguaient, soit avec des médicaments, soit avec des narcotiques, et elles se liaient souvent à des trafiquants. Les refuges recevaient des ex-détenues dont la présence était particulièrement pénible parce que leur dossier judiciaire les stigmatisait.

La sociologue a consacré un chapitre à la manière dont les femmes sans foyer s'y prennent pour survivre. Cela va de la prostitution aux ruses et tromperies de toutes sortes, en passant par le vol et la fraude. La lecture de ces pages donne l'impression que le milieu décrit est peuplé d'individus qui subsistent en s'exploitant mutuellement. Qu'il y ait peu de relations et beaucoup d'incompréhension entre les clientes et les responsables des ressources communautaires devient alors aisément compréhensible. Les premières ne partagent les valeurs des secondes et ne parlent pas leur langage. Les femmes sans foyer ignorent leurs droits et ne savent généralement pas comment composer avec la bureaucratie. En conséquence, les services qu'elles reçoivent sont loin d'être proportionnels à leurs besoins. Il faudrait que plusieurs d'entre elles soient hébergées, en permanence, dans des hôpitaux généraux, des institutions psychiatriques ou des refuges pour miséreux ; or les places sont rares dans ces établissements spécialisés et quantité de femmes sans foyer sont incapables de fonctionner dans un tel cadre ; c'est pourquoi elles sont souvent condamnées à vivre dans la rue jusqu'à ce que la mort les emporte. Leur réhabilitation est très difficile, et le travail auprès d'elles est peu motivant et peu valorisant pour les professionnels parce que les résultats tangibles tardent à venir et que la société n'est pas convaincue de l'utilité de cette tâche. Aux yeux du commun des mortels, ces sans-abri ne sont-elles pas irrécupérables ? N'apparaissent-elles pas comme des êtres incapables de vivre heureuses, qui ne pourront jamais rien donner à la collectivité ? S'en occuper n'est-il pas alors un pur gaspillage d'énergie ? La réponse à ces interrogations réside, en grande partie, dans les questions elles-mêmes. En effet, l'intérêt que suscite une étude comme celle de Madame Ross est à la fois significatif et rassurant car il permet de constater que le sort des citoyens de notre « Éthiopie intérieure » ne laisse pas tout le monde indifférent.

Marc-André DELISLE

Université du Québec à Chicoutimi.

Femmes et politique, par Yolande COHEN (éd.), Montréal, Jour, 1981, 227 pages.
(« Idéelles ».)

Juin 1980, Université du Québec à Montréal, congrès des Sociétés savantes : des femmes de toutes disciplines se réunissent et se donnent une journée d'étude et de réflexion sur les pratiques culturelles, sociales et politiques des femmes d'aujourd'hui. Yolande Cohen a réuni les textes des principales

interventions et les présente dans un ouvrage qui se veut une ouverture à des champs d'investigation, des solutions possibles ; ouvrage qui veut aussi porter sur la grande question du « lien politique au féminin » (p. 11). Nous reprendrons ici les titres des cinq chapitres.

Les Yvettes : l'explosion d'une politique

Il aura fallu le phénomène des « Yvettes » pour raviver les réflexions sur le rôle des femmes dans la sphère politique. Un texte de Nicole Brossard, dans *Le Devoir* du 19 avril 1980, nous rappelle ce rôle invisible des femmes et que les partis — tant de droite que de gauche — ne manqueront pas d'intégrer aux valeurs qu'ils véhiculent (les femmes « féminines » ou les femmes « au courage d'homme ») (p. 18).

Les médias feront tout un plat de l'événement, la presse écrite surtout. Les éditoriaux cinglants de Lise Bissonnette seront l'élément déclencheur d'une série de réactions : brunch de Québec, rencontre au Forum de Montréal, articles, lettres de lecteurs et lectrices. Ce sont justement les diverses interprétations de cet événement que Renée Dandurand et Évelyne Tardif ont voulu mettre en évidence, à partir d'une analyse minutieuse des textes de huit journaux francophones et de deux anglophones. Les explications abondent : de la réaction de milliers de femmes insultées, à la mobilisation politique des femmes sous l'aile protectrice du Parti libéral du Québec, en passant par la manifestation publique de toutes celles qui n'acceptent plus le discours féministe des dernières années. Ces deux auteurs sont d'avis que la thèse de la réaction à l'insulte — largement accréditée par la presse —, même si elle s'est méritée la faveur d'une bonne majorité, ne doit pas nous faire perdre de vue que la manipulation et la récupération de l'action des femmes ont été un élément de première importance dans toute cette affaire. « [...] faire vibrer l'instinct maternel en faisant mine de s'adresser à notre intelligence [...] » (p. 36). Au Québec, notent-elles, les femmes ne sont pas considérées comme des agents politiques et rationnels ; les stéréotypes sont encore vigoureux.

Femmes, militance et politique

C'est à un retour aux années 1970 qu'Andrée Yanacopoulo nous convie pour rappeler les circonstances de la création du Regroupement des femmes québécoises en juin 1978. Conçu pour pallier au morcellement des actions entreprises jusque-là, il se définissait comme « un mouvement politique de masse féministe » (p. 59). Un tel objectif suppose unité d'action, cohérence et coordination, qui feront défaut quelque temps à peine après la naissance du groupe. La raison première donnée par l'auteur de ce chapitre est celle de « l'ambiguïté des femmes » : soumises et dévouées, en même temps que désireuses d'autonomie et d'action véritablement constructive des groupes, elles hésitent entre s'approprier le pouvoir masculin ou affirmer leur différence dans des valeurs dites spécifiquement féminines. Elle y voit un lien très net entre cette ambiguïté et celle de la nation québécoise tout entière : révolution, mais

tranquille; souveraineté, mais association; P.Q. au pouvoir, mais non au référendum.

Les valeurs développées récemment par le féminisme ont traduit à la fois l'affirmation de la spécificité et celle de l'égalité. Angela Miles y voit le principal obstacle à des modifications profondes dans la société. Elle reconnaît toutefois que les mouvements féministes d'aujourd'hui s'attachent davantage à mettre en évidence la spécificité de la culture des femmes, à voir et à sentir le monde d'une façon différente de la perception masculine de la société globale. Il faut, dit-elle, «féminiser le monde, l'homme et le concept d'humanité» (p. 73), transformer les vies privée et publique — dans une perspective politique — par l'affirmation de l'ensemble des femmes, dans une véritable «sororité féministe» (p. 77).

Aux sources de la pratique politique des femmes : l'éducation et l'orientation des filles

Pauline Fahmy-Pomerleau s'est davantage intéressée aux processus de socialisation. Préoccupée par l'avenir professionnel des adolescentes, l'auteur se demande si celles-ci suivront le modèle traditionnel du rôle féminin ou souhaiteront plutôt l'autonomie et la réussite professionnelle. Dans l'enquête menée auprès d'adolescentes, elle constate qu'elles sont partagées entre la réussite d'une carrière et l'aspiration à un rôle clé traditionnel. Disposant de piètres informations sur les conditions de vie des femmes en société, un tel irréalisme peut expliquer, selon l'auteur, la pauvreté de leurs aspirations politiques ou leur désir de transformations radicales de la société à leur bénéfice. S'il apparaît important d'imposer un modèle nouveau, cela suppose, comme condition préalable, une profonde modification des processus de socialisation, particulièrement dans le cadre des programmes d'orientation, où les échanges et l'information pourront ébranler les stéréotypes et les préjugés.

Il faut aussi remonter dans le temps et voir que, déjà entre 1890 et 1920, cette contradiction rendait les femmes partagées et limitées dans leurs actions. Dans une analyse de textes de cinq journaux — rédigés par des femmes et adressés à des femmes — Nadia Fahmy-Eid dégage, pour quatre thèmes importants (éducation, famille, travail, politique), les éléments majeurs de la pensée féminine de l'époque; deux discours, deux idéologies, des propositions nouvelles ou traditionnelles sont examinés en parallèle, tant d'un point de vue qualitatif que quantitatif.

Méthodes de recherche et modes d'action

Les changements dans la société influencent les revendications des groupes; la récupération par l'État d'une partie du mouvement des femmes a suscité, pour Danielle Lafontaine, une interrogation quant aux grands courants de la recherche actuelle. Leur diversité et leur multidisciplinarité rendent les synthèses difficiles, et ces voies isolées ne peuvent mener qu'à une impasse en raison de leur incapacité à englober l'expérience sociale totale. Danielle

Lafontaine le rappelle : il ne faut pas sacrifier une sphère au détriment d'une autre ou tomber dans le piège du savoir « sexué » et se déclarer experte dans un sous-champ, celui de la femme. Mais, en temps de crise, alors que certaines recherches seulement seront légitimées et les autres jugées marginales ou utopiques, est-il possible de poursuivre une lutte quand une majorité fatiguée rêve de « retour au bon vieux temps » ?

Faudra-t-il plutôt « adopter le parti pris des femmes », comme le souligne Dorothy E. Smith, et expliquer leur exclusion de tous les champs d'activités (culturelle, politique, économique et sociale) parce que vivant dans un monde masculin où le sujet est dominant ? Simone de Beauvoir a élaboré la thèse que la femme reste « l'objet » qui permet à l'autre d'exister socialement et se voit confinée au travail « essentiellement ordinaire » (p. 140). D.E. Smith propose une nouvelle approche du monde, une « sociologie pour les femmes » (p. 141) ; devenir sujet, dit-elle, exige aussi de « rendre visibles les aspects et conséquences des processus sociaux, économiques et politiques qui, jusqu'ici sont restés invisibles [si on prend le monde quotidien comme problématique] » (p. 143).

Femmes et pouvoirs

L'article de Nicole Laurin-Frenette entend faire un lien par rapport aux projets d'État : dans une continuité historique, l'organisation d'un système social, articulé dans ses projets de production, influence — à travers ses contradictions — la lutte des femmes.

Elle rappelle que les discours et pratiques du féminisme historique peuvent dépendre de la production des femmes — ce qu'elles font (agents) et ce pourquoi elles le font (produits) — de la conscience de l'oppression et, en corollaire, d'une volonté de libération. D'un autre côté, les changements générés par leur lutte peuvent également maintenir les contradictions initiales, dans le sens où le mouvement s'associe aux réorganisations sociales du système capitaliste. Il faut voir, dit-elle, dans une telle démarche, de quelle façon les sphères domestique et non domestique s'articulent, de quelle façon se fait la différenciation des agents en classes sociales et selon le sexe, et comment, enfin, le capitalisme a modifié ces aires de production et fait resurgir la contradiction du modèle de féminité (modèle idéal dans une production domestique qui ne trouve plus sa place dans cette production largement modifiée des temps modernes).

Nicole Laurin-Frenette illustre également son propos par une description des modifications de la famille en regard des transformations étatiques. Elle décrit en même temps les rôles sociaux des hommes et des femmes et les contradictions qui surgissent entre le modèle de féminité et l'existence réelle de celles-ci.

De toutes ces réflexions, ces constatations, que retenir ? Yolande Cohen fait le tour de la question et dresse le bilan des actions féministes depuis les années soixante. Une constante se dégage : les femmes sont « inexistantes » en politique ; elles s'y voient mal, y sont souvent peu préparées et s'expriment

davantage dans des pouvoirs marginaux ou des réseaux de solidarité là où les actions accomplies sont plus ou moins reconnues par la politique « officielle ». Les expériences de travail et d'enseignement de Yolande Cohen l'incitent à croire qu'elles ne désirent pas un pouvoir politique masculin associé à la violence et à la domination, tel qu'il s'exerce aujourd'hui, mais plutôt une reconnaissance de la différence, « la non-assimilation à ce qui est » (p. 216), une « féminisation » et une redéfinition de la société par rapport à ce qu'elles veulent.

Cinq ans se sont écoulés depuis la parution de cet ouvrage. Néanmoins, les thèmes abordés sont encore d'actualité, car ils révèlent des interrogations toujours présentes à la société québécoise. S'il est acquis que le pouvoir doit désormais compter avec les femmes, il n'en reste pas moins que les moyens d'intervention, dans l'action politique, sont à repenser en vue d'une plus grande authenticité et efficacité. La lecture de ces analyses sociales de l'insertion progressive des femmes dans la vie politique suggère aux intervenants sociaux (travailleurs sociaux, sociologues, psychologues) une réflexion féministe désormais nécessaire à une pratique sociale soucieuse de tenir compte des nouveaux défis posés par le féminisme.

Denise VEILLETTE
Solange PROULX

Département de sociologie,
Université Laval.

L'intervenant professionnel face à l'aide naturelle, par Jérôme GUAY, Chicoutimi, Gaétan Morin, 1984, 238 pages.

D'entrée de jeu, il faut convenir que le volume de Jérôme Guay tombe à point. Depuis une dizaine d'années, la littérature américaine sur les groupes d'entraide, sur l'aide naturelle et sur les réseaux foisonne; un volume qui touche ces différents aspects d'une façon articulée était donc le bienvenu.

Le premier chapitre met l'accent sur l'État-Providence et sur la place prépondérante du professionnel, reléguant le citoyen à un rôle de consommateur passif. Par après, Guay soutient, à l'opposé, que le professionnel peut modifier son rôle de façon à remettre au citoyen sa responsabilité et à utiliser sa propre expertise d'une façon plus efficace.

La définition du réseau social, tant au plan de son identification que des approches développées à partir de ce concept, constitue l'essence du troisième chapitre. Le suivant traite aussi de l'aide informelle, et l'accent y est mis sur l'analyse du quartier et de ses ressources, notamment le voisinage. Le bénévolat et les groupes d'entraide, soit des formes d'aide plus formelle, sont longuement décrits au cinquième chapitre.

L'auteur termine par la description de projets d'intervention relatifs à l'aide naturelle auprès de populations aux prises avec des difficultés de comportement, de santé physique ou de santé mentale.